

**Le Télégramme | 14 septembre 2012**

## **Jean-Claude Mailly: «Pas besoin de plus de flexibilité»**

**Les partenaires sociaux entament aujourd'hui une négociation sur la réforme du marché du travail devant concilier protection des salariés et souplesse pour les entreprises. Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, met d'entrée les choses au point, tout en lançant quelques avertissements au pouvoir.**

### **La nature du dialogue social a-t-elle changé avec l'arrivée de la gauche au pouvoir?**

Sur le plan de la forme, il y a des contacts assez nombreux, et donc un dialogue social plus normal. Mais ce qui compte, ce sont les décisions. Il ne faudrait pas que le dialogue social tombe dans la réunionite. C'est le piège.

### **Concernant PSA, comment ce qui était «inacceptable» il y a peu est-il accepté aujourd'hui?**

Il y a eu, en juillet, des annonces. Mais à la suite de la remise du rapport Sartorius, le gouvernement tient désormais un discours plus modéré. Concernant cette affaire, il faut regarder les choses de la manière la plus objective possible tout en pensant aux risques pour tous les salariés concernés. Je rappelle que PSA a moins délocalisé que Renault. Il y a eu, par ailleurs, des erreurs de stratégie industrielle, notamment à l'international où PSA s'est notamment crashé en Chine. Il y a eu aussi vraisemblablement des erreurs de gammes. Et il y a eu des sommes importantes consacrées à des rachats d'actions, alors qu'il aurait fallu investir. Mais ce qui m'importe aujourd'hui, c'est qu'à Rennes et à Aulnay, on trouve des solutions.

### **Existe-t-il des risques de révolte dans la rue?**

Cela peut toujours se produire. Je ressens aujourd'hui de très fortes inquiétudes, et parfois de la colère. Je prends l'exemple de ce qui se passe chez Doux. Beaucoup de ceux qui travaillaient dans la filière produits frais vont perdre leur boulot. Attendons de voir quelles seront les conséquences des décisions. Je ne dis pas qu'il va se passer telle ou telle chose, mais on sait que la France est un pays éruptif. Il y a des problèmes avec les plans sociaux et aussi beaucoup de chômage dû à des fins de CDD. Il y a aussi une grande inquiétude concernant la Fonction publique. De plus en plus de fonctionnaires ont le sentiment que si la méthode RGPP (révision générale des politiques publiques) n'existe peut-être plus, la RGPP existe toujours.

### **L'affaire Bernard Arnault ne masque-t-elle pas le fait que l'addition du redressement va être en grande partie payée par les classes moyennes?**

Je considère que le dossier Bernard Arnault n'est pas le plus important. Sur les 30 milliards d'euros d'efforts annoncés, je rappelle que 10 milliards vont être supportés par tous les contribuables en impôts divers et variés. Il y a aussi 10 milliards sur la réduction des dépenses publiques qui risque d'être supportée par les citoyens. Ce n'est pas seulement une question d'effectifs de la Fonction publique, c'est une question de remise en cause possible de l'existence des services publics, comme cela a été le cas ces dernières années.

### **Le gouvernement donne le sentiment de ménager le Medef.**

Il a été visiblement sensible aux arguments du Medef concernant la flexibilité. C'est une erreur d'analyse. S'il suit cette logique-là, c'est une erreur. C'est d'ailleurs pour cela que la négociation qui s'ouvre aujourd'hui sera particulièrement rude. À FO, nous considérons que la question aujourd'hui n'est pas celle de davantage de flexibilité. La flexibilité, il y en a déjà beaucoup en France. Si on veut sortir de la crise, il y a des choses à

faire au niveau national, mais aussi au niveau européen et international. Concernant le traité européen, je vais m'adresser aux parlementaires pour leur expliquer les raisons de notre hostilité à sa ratification. Il va poser des problèmes économiques et sociaux et des problèmes de démocratie. Qu'on le veuille ou non, quand on confie à des experts un rôle important qui serait quasiment un rôle de contrôle des politiques, la démocratie en prend un coup.

### **Faites-vous partie des déçus du hollandisme?**

Je ne suis ni déçu ni satisfait. À FO, nous jugeons le gouvernement sur ses actes. Ce que je souhaite, c'est que nous sortions de la logique économique qui nous a amenés dans le mur. Et ce n'est pas mon sentiment.

**Propos recueillis par Philippe Reinhard**

**Activité syndicale du 14/09/2012**



<http://fovinatier.free.fr/>